

TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE : “sommes-nous (toujours) prêts?”

BAROMÈTRE DE LA TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE – ÉDITION 2024

CÔTE D'IVOIRE 



ELABE

POURQUOI LE BAROMÈTRE DE LA TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE ?

Le débat autour de l'écologie est entré dans une nouvelle phase qui peine à se structurer sur des bases communes. S'il y a consensus sur les risques pour la planète et l'humanité tout entière, les solutions pour réduire notre impact sont encore peu débattues et divisent.

Rapports du GIEC, stratégies climatiques, Green New Deal, COP : **les propositions** pour lutter contre le dérèglement climatique, la perte de la biodiversité et les pollutions **sont nombreuses. Mais alors que la moitié de la planète est appelée aux urnes en 2024, partout dans le monde des voix s'élèvent pour un ralentissement brutal de la transition écologique et rassemblent sous un nouvel étendard : la pause écologique.** L'adoption et le déploiement à grande échelle des solutions écologiques posent une question décisive: **les changements nécessaires pour mener le « combat du siècle » sont-ils socialement, économiquement et culturellement acceptables par les communautés humaines ?**

Cette question est au cœur du baromètre de la transformation écologique réalisé auprès d'un échantillon couvrant plus de la moitié de la population mondiale sur les 5 continents.

Ce baromètre a pour objectifs de **rendre concret le débat public** en travaillant sur les **solutions**, et de comprendre **les freins et les leviers** de leur **acceptabilité** pour réaliser la transition.

3 axes thématiques

Décarbonation

Dépollution

Régénération
des ressources

Un angle inédit : **acceptabilité des solutions écologiques et désirabilité de la transition**

- Quels sont les **freins psychologiques, économiques ou culturels** à l'adoption des solutions écologiques ?
- Comment s'établissent les **arbitrages entre coût de l'action et coût de l'inaction écologique** ?
- Pour quoi sommes-nous prêts à **supporter ou accepter le coût de la transformation écologique** ? Quels sont les **objectifs** et les **bénéfices** qui donnent envie de transition écologique ?

Méthodologie et légende



Choix des pays cibles

Une enquête réalisée dans **26 pays sur les 5 continents**, auprès de plus de **29 500 individus** (entre **1 000 et 2 000 par pays**). **1 000 individus** ont été interrogé en **Côte d'Ivoire**. **Les pays** ont été **choisis** pour leur **poids démographique, leur poids dans les émissions de GES et pour assurer une diversité des histoires politiques et culturelles écologiques**. Au global, ces pays représentent près de **60% de la population mondiale, 67% des émissions mondiales de GES et 77% du PIB mondial**.
[Voir le détail page suivante.](#)



Mode de recueil et dates de terrain

Une enquête réalisée **en ligne** du **17 octobre** au **6 décembre 2023**. En Côte d'Ivoire, l'interrogation a eu lieu du **30 octobre** au **6 décembre 2023**.



Représentativité de l'échantillon

Pour chacun des **26 pays**, un échantillon **représentatif** des **résidents âgés de 18 ans et plus** a été constitué. La représentativité a été assurée selon la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : **genre, âge, catégorie socio-professionnelle ou revenus** (selon les pays), **catégorie d'agglomération** et **région de résidence**.



Résultats « Opinion mondiale »

Pour constituer les **résultats de l'« opinion mondiale »**, **une équivalence entre pays a été privilégiée** (chaque pays compte pour 1, pas de pondération selon le nombre d'habitants). Ce choix a été fait pour que la diversité des pays soit représentée et ainsi éviter que l'« opinion mondiale » ne soit que la moyenne des résultats des pays les plus peuplés (Chine et Inde notamment).

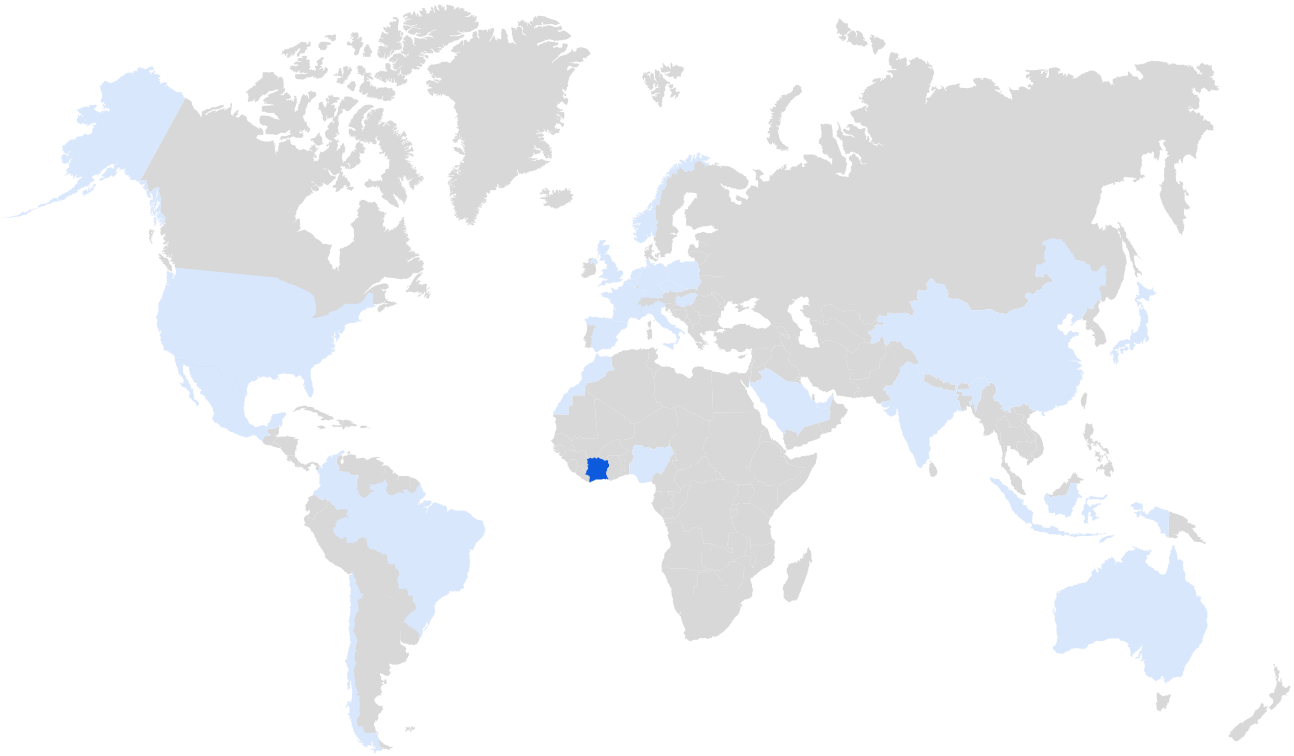
L'« opinion mondiale » est signalée avec le symbole monde. 🌐



Fréquence du baromètre

Tous les 18 mois. Il s'agit de la **2ème édition**. Les questions communes aux 2 éditions et présentant des évolutions significatives (+/- 3 points de %) sont signalées **↑+3 ↓-3**.

Un périmètre mondial



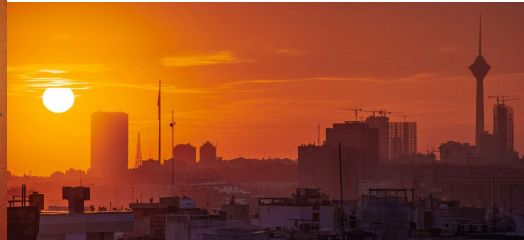
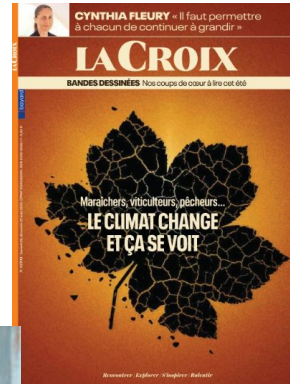
				Nombre de personnes interrogées	Part dans la pop. mondiale	Part dans les émissions mondiales de GES	Part dans le PIB mondial
ENSEMBLE				29 500	59,2%	67,0%	77,0%
AFRIQUE							
1		CIV	Côte d'Ivoire	1 000	0,4%	0,1%	0,1%
2		MAR	Maroc	1 500	0,5%	0,2%	0,1%
3		NGA	Nigeria	1 000	2,8%	0,8%	0,4%
AMÉRIQUE							
4		BRA	Brésil	1 000	2,7%	2,4%	2,0%
5		CHL	Chili	1 000	0,2%	0,3%	0,3%
6		COL	Colombie	1 000	0,6%	0,4%	0,3%
7		USA	Etats-Unis	2 000	4,2%	11,2%	25,8%
8		MEX	Mexique	1 000	1,6%	1,5%	1,7%
ASIE ORIENTALE							
9		CHN	Chine	1 000	17,6%	29,2%	16,9%
10		IND	Inde	1 000	17,8%	7,3%	3,6%
11		IDN	Indonésie	1 000	3,4%	2,3%	1,4%
12		JPN	Japon	1 000	1,5%	2,2%	4,0%
EUROPE							
13		DEU	Allemagne 🇪🇺	1 000	1,0%	1,5%	4,2%
14		BEL	Belgique 🇪🇺	1 000	0,1%	0,2%	0,6%
15		ESP	Espagne 🇪🇺	1 000	0,6%	0,6%	1,5%
16		FRA	France 🇪🇺	1 000	0,8%	0,8%	2,9%
17		NOR	Norvège 🇪🇺	1 000	0,1%	0,1%	0,5%
18		HUN	Hongrie 🇪🇺	1 000	0,1%	0,1%	0,2%
19		ITA	Italie 🇪🇺	1 000	0,7%	0,7%	2,1%
20		NDL	Pays-Bas 🇪🇺	1 000	0,2%	0,3%	1,0%
21		POL	Pologne 🇪🇺	1 000	0,5%	0,7%	0,8%
22		CZE	République Tchèque 🇪🇺	1 000	0,1%	0,2%	0,3%
23		GBR	Royaume-Uni	2 000	0,8%	0,8%	3,2%
MOYEN-ORIENT							
24		SAU	Arabie Saoudite	1 500	0,5%	1,5%	1,0%
25		UAE	Emirats Arabes Unis	1 500	0,1%	0,5%	0,5%
OCÉANIE							
26		AUS	Australie	1 000	0,3%	1,1%	1,6%

**Ecologie,
stop ou encore ?**



La planète brûle, l'homme souffre : l'effondrement a commencé

Depuis novembre 2023, **des dizaines de communes du Nord et du Pas de Calais subissent des inondations successives** qui provoquent des coupures d'électricité, des évacuations, des restrictions d'usage de l'eau. Les sols sont gorgés d'eau et les cours d'eau débordent en inondant les cultures. La lente décrue complexifie largement le retour à la normale ainsi que l'assolement sur les parcelles exploitées par les agriculteurs. **Avec le réchauffement climatique, la hausse des précipitations devrait s'accroître** et augmenter ainsi le risque de voir une telle situation se reproduire.



En août 2023, **l'Iran est le premier pays à se mettre à l'arrêt en raison des fortes chaleurs**, dépassant parfois les 50 degrés. Les autorités instaurent deux jours fériés et ferment les infrastructures publiques, les banques et certaines entreprises. **Le nombre de consultations dans les centres médicaux a triplé** en raison de la vague de chaleur.

D'après les responsables du programme européen Copernicus, **2023 est l'année la plus chaude jamais enregistrée**. La température annuelle moyenne a atteint 14,98°C avec des pics à 53°C dans la vallée de la Mort ou 38°C relevés, en plein hiver, en Argentine.

A ce rythme, **le climat d'une ville comme Paris pourrait s'apparenter d'ici 2050 à celui de Séville ou de Canbera**, avec de longues périodes de canicules et des pics de températures au-delà des 50°C.

Our planet has just endured a season of simmering – the hottest summer on record. Climate breakdown has begun.

António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies



En France, la commune de Rumilly (Haute-Savoie) est un des **17 000 sites européens souillés par des polluants éternels**. L'alimentation en eau de la commune a dû être coupée et des quantités importantes de PFOA ont été retrouvées dans le sang de certains habitants. En décembre 2023, le Centre international de recherche sur le cancer a classé le PFOA comme « cancérogène pour les humains ».

La pollution aux particules fines, émises par les véhicules motorisés, l'industrie et les incendies, représente "la plus grande menace externe pour la santé publique" d'après l'Institut de politique énergétique de l'université de Chicago (EPIC).

A New Delhi (Inde), une des villes les plus polluées du monde, **un habitant perd en moyenne 12 ans d'espérance de vie à cause de la pollution de l'air**.



En août 2023, l'île de Maui (Hawaï) brûle. La ville de Lahaina est quasiment rasée. 100 morts et une trentaine de disparus. Il s'agit de **l'un des feux les plus meurtriers des Etats-Unis** et les coûts de reconstruction dépassent les 5,5 milliards de dollars d'après les autorités.

Depuis le début du mois de février, **le Chili vit la "plus grande tragédie climatique depuis plus de dix ans"** d'après le président Gabriel Boric. Le pays fait face à de violents incendies alimentés par des températures extrêmes et des vents violents dans une période de sécheresse intense. Un contexte climatiques aggravé par le phénomène naturel El Niño (qui favorise un réchauffement de la température marine et de l'atmosphère). Plus de 43 000 hectares de forêt sont partis en fumée, plusieurs milliers d'habitations sont détruites et 122 personnes sont décédées.

D'après le scientifique Raul R. Cordero, **"un changement de quelques degrés dans le Pacifique tropical peut faire la différence entre une saison d'incendies de forêt relativement calme et une catastrophe généralisée"**.

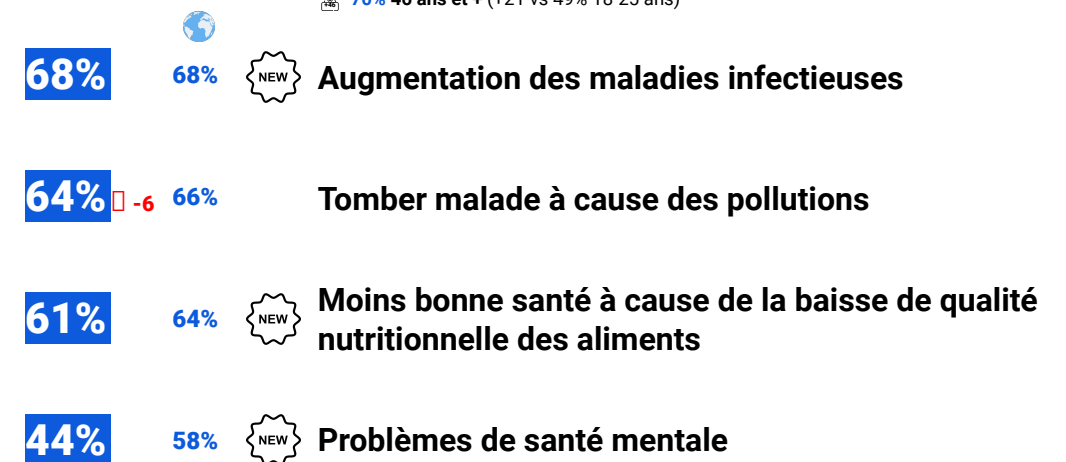
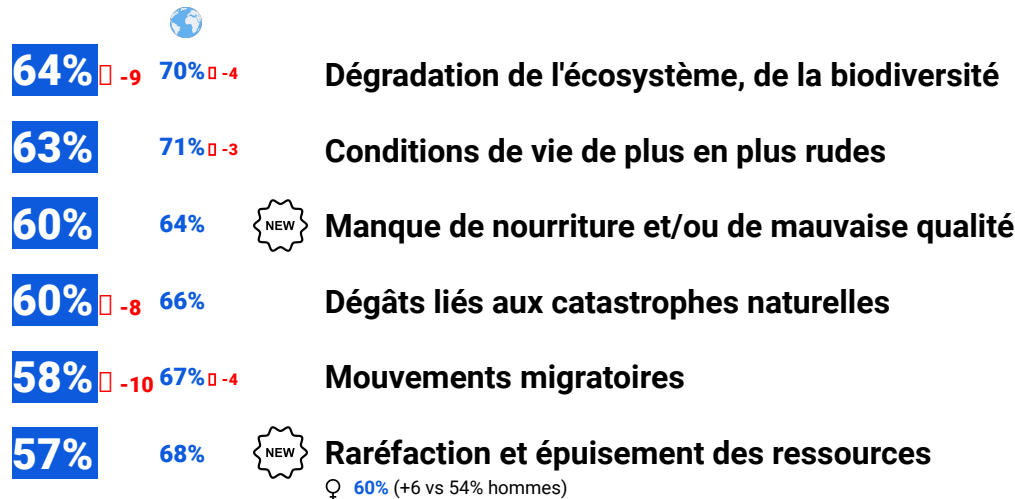
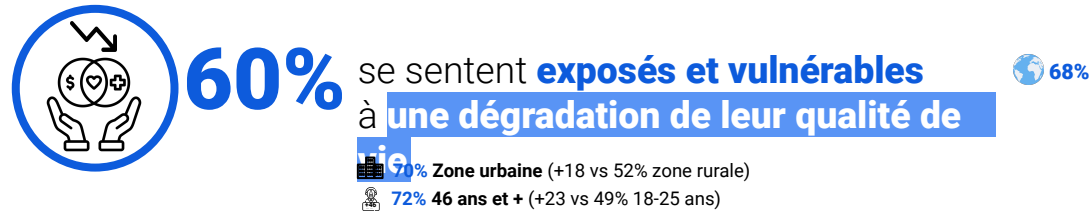
Santé et qualité de vie, premières victimes sur le front ivoirien de l'insécurité écologique et climatique

Partout dans le monde, la litanie des records de températures ne cesse de s'allonger des pertes humaines, préjudices sanitaires et dommages matériels causés par des événements climatiques extrêmes. Pays historiquement les plus fragiles (faible PIB, difficultés d'accès aux services essentiels tels que l'eau potable, ...) et pays développés qui se sont longtemps sentis « à l'abri », protégés par leur développement économique et leurs infrastructures, sont désormais réunis par la même peur écologique.

60% des Ivoiriens se sentent exposés et vulnérables à un risque lié au dérèglement climatique ou aux pollutions . Les + de 46 ans et les résidents des zones urbaines se sentent plus exposés et fragiles à la menace, qu'elle soit sanitaire ou matérielle

Inférieure de 5 points à la moyenne mondiale (65%), l'insécurité écologique et climatique ivoirienne est comparable aux niveaux enregistrés au Nigéria, Maroc, aux EAU, Pays-Bas, en République tchèque et aux USA.

Amérique du Sud, Asie, Europe du Sud et une grande partie de l'Europe de l'Est concentrent les plus hauts niveaux de vulnérabilité ressentie (>66% et jusqu'à 82% au Brésil).



Question : Quand vous pensez aux risques liés au dérèglement climatique et aux pollutions (eau, air, sols), avez-vous le sentiment ... d'y être personnellement exposé, vous sentez-vous vulnérable ? Que votre pays y est exposé, y est vulnérable ?

58% des Ivoiriens sont convaincus qu'un dérèglement climatique est en cours et que l'activité humaine en est la cause principale

Face au « mur climatique et écologique », **75% des Ivoiriens sont certains qu'un dérèglement climatique est en cours, soit un recul de 9 points en 18 mois**

Et son origine anthropique fait toujours débat parmi 17% d'entre eux : 9% (-3) soutiennent la théorie d'un phénomène strictement naturel, 8% (+2) plaident l'impossibilité d'identifier la cause.

Alors que la Côte d'Ivoire faisait déjà partie du petit nombre de pays comptant plus de 25% de sceptiques ou de négateurs en 2022 (1^{ère} édition Baromètre), **le déni climatique y a progressé de 8 points en 18 mois**, gagnant des voix notamment parmi les revenus les plus modestes, les – de 25 ans et résidents des zones rurales.

La Côte d'Ivoire suit une dynamique mondiale, observable dans la moitié des pays du baromètre. Les adeptes du déni climatique ont recruté en nombre parmi les foyers les plus modestes et les sympathisants et électorats conservateurs et populistes de droite, notamment au Royaume-Uni (+5), en Europe de l'Est (+10 et + 5 en Pologne et en République tchèque) et en Australie (+6).

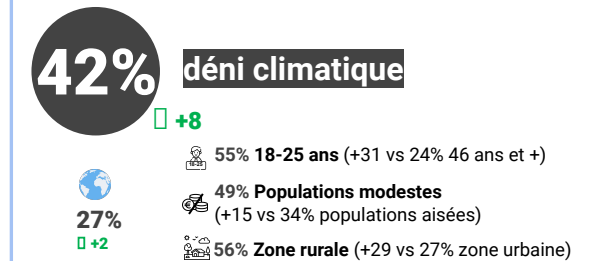
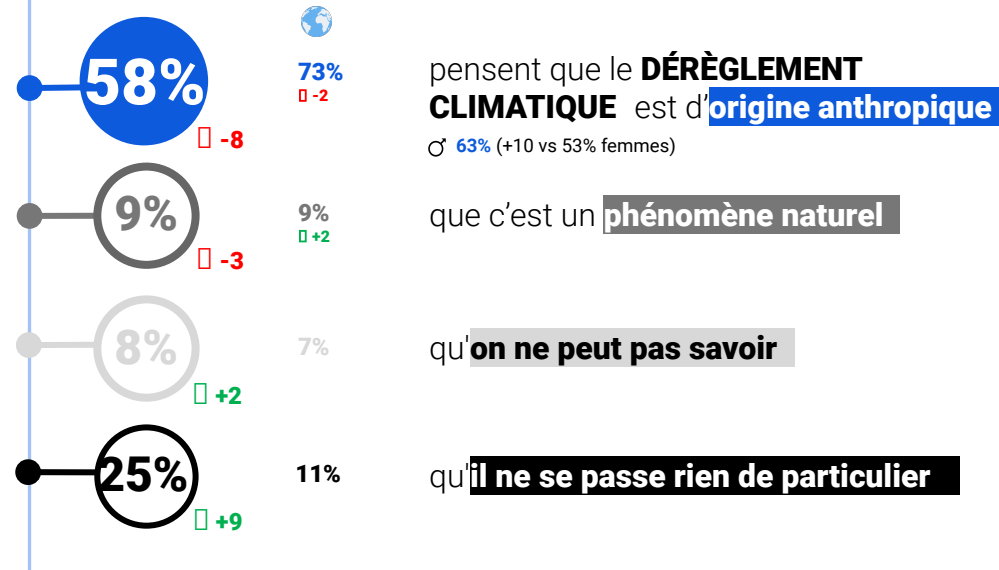
13 des 26 pays comptent désormais entre 26% et 43% de contestataires de l'attribution du réchauffement climatique à l'homme ou de son existence même.



75% -9 89%

sont certains qu'un **DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE EN COURS** est

- 👤 **90% 46 ans et +** (+29 vs 61% 18-25 ans)
- 🏙️ **88% Zone urbaine** (+26 vs 62% zone rurale)
- 👨‍👩‍👧‍👦 **83% Populations aisées** (+15 vs 68% populations modestes)



Question : Vous personnellement, diriez-vous qu'il y a un dérèglement climatique en cours sur notre planète ?

La tentation du fatalisme écologique grandit

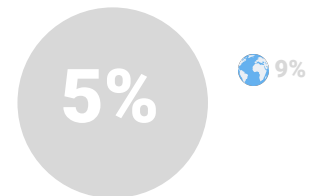
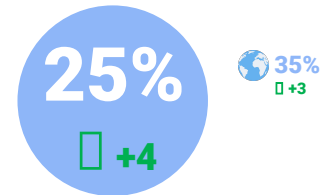
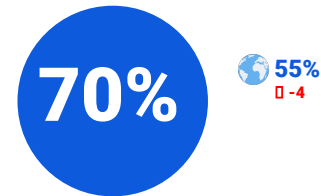


En 18 mois, le camp du fatalisme a grossi de 4 points.

25% (+4) des Ivoiriens doutent désormais de la capacité de l'humanité à limiter le dérèglement climatique et réduire les pollutions, 5% sont convaincus qu'il est trop tard.

Si la Côte d'Ivoire fait encore partie des 5 pays les plus optimistes (aux côtés de l'Indonésie et de l'Inde), et se situe nettement au-dessus de la moyenne mondiale (55%, +15), elle cède à la tentation du fatalisme comme tous les pays du Baromètre qui comptaient une solide majorité d'optimistes il y a 18 mois.

La résignation prospère notamment parmi les revenus les plus modestes d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Europe centrale (+15 à + 20 points de doute en 18 mois au sein de ces populations).



pensent que

l'avenir est encore entre nos mains,

nous avons encore la possibilité de limiter le dérèglement climatique et de réduire les pollutions

74% Zone urbaine (+8 vs 66% zone rurale)

ont un **doute**

31% 18-25 ans (+6 vs 25% 46 ans et +)

pensent qu'il est **trop tard**

Question : Et pensez-vous que nous avons encore l'avenir entre nos mains, encore la possibilité de limiter le dérèglement climatique et les pollutions ou que c'est trop tard ?

Transition écologique : action clivante et imaginaire écologique en panne

Le fatalisme ivoirien est nourri par la perception d'une transition écologique qui manque d'ambition et un imaginaire écologique en panne.

L'action et les investissements en faveur de la transition écologique coupent le pays en 2 camps de taille équivalente. Le débat fait rage entre les Ivoiriens qui estiment qu'ils sont à la hauteur du risque et ceux qui jugent qu'ils manquent d'ambition.

Et plus de la moitié des Ivoiriens échouent à imaginer le monde et leur vie quotidienne post-carbone, soit une difficulté en augmentation sur 18 mois (+8).

Parmi les 26 pays du Baromètre, seules la Colombie (50%) et l'Inde (63%) comptent une majorité d'habitants capables d'imaginer les bénéfices tangibles de l'action écologique et climatique.



52%

35%

estiment que **l'action et les investissements en faveur de la transformation écologique** en France ne sont **PAS À LA HAUTEUR** du risque que les pollutions, le dérèglement climatique et l'épuisement des ressources naturelles font peser sur leur santé et leur

qualité de vie

60% **46 ans et +** (+16 vs 44% 18-25 ans)

57% **Zone urbaine** (+9 vs 48% zone rurale)

57% **Populations aisées** (+16 vs 41% populations modestes)

48%

65%

à la hauteur du risque

Question : De votre point de vue, est-ce que l'action et les investissements en faveur de la transformation écologique dans votre pays **sont à la hauteur** du risque que les pollutions, le dérèglement climatique et l'épuisement des ressources naturelles font peser sur votre santé et votre qualité de vie ?



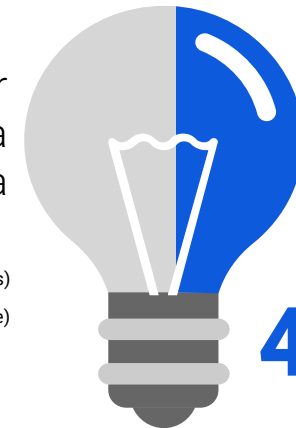
54%

62% +2

ont **DU MAL** à imaginer à quoi pourrait ressembler la **vie quotidienne** après la **transformation écologique**

59% (+11 vs 48% hommes)

56% **Zone urbaine** (+5 vs 51% zone rurale)



45%

37% -2

imaginent **assez bien**

Question : Quand vous entendez qu'il faut changer un certain nombre de choses dans la société et dans nos modes de vie pour limiter le dérèglement climatique et réduire les pollutions, trouvez-vous facile ou difficile d'imaginer à quoi pourrait ressembler la vie quotidienne si nous réalisons la transformation écologique ?

Pause écologique, l'impasse ?

Les réglementations environnementales fracturent et polarisent les opinions publiques. Partout dans le monde, des voix opposant politique sociale et action écologique s'élèvent pour inciter au "pragmatisme", relativiser les conséquences de la crise climatique et appeler à une "pause écologique".

Pourtant, le réchauffement climatique s'accélère. Sans infléchissement majeur des émissions, le seuil de 1,5 degré pourrait désormais être dépassé dès 2030, avec sa cohorte de coûts humains et économiques. Or, les sommes nécessaires « pour l'adaptation au réchauffement climatique sont dix à dix-huit fois plus importantes que les flux financiers publics internationaux actuels », soit 203 à 365 milliards d'euros chaque année (PNUF).

L'écologie est une nouvelle ligne de crête politique, alors que la moitié de la population mondiale en âge de voter est appelée aux urnes (soit 4,1 milliards de personnes) dans près de 70 pays : Russie, Biélorussie, Afrique du Sud, Corée du Sud, Taïwan (présidentielle et législatives) Iran, Pakistan, Inde, pays le plus peuplé du globe (législative), la superpuissance américaine (scrutin présidentiel), le plus grand bloc commercial (élections européennes), Indonésie (législatives), Mexique, le plus grand pays hispanophone (présidentielle).



En janvier 2024, le parlement norvégien autorise la prospection minière sur 280 000 km² de ses fonds marins dans le but de trouver des réserves de minerais de plus en plus convoités (cobalt, zinc, cuivre).



En novembre 2023, le gouvernement de Justin Trudeau au Canada annonce une exemption de taxe carbone pour les canadiens qui se chauffent au mazout, pour les 3 prochaines années (la tarification du carbone avait été mise en place en 2018).

En Septembre 2023, Rishi Sunak, premier ministre britannique, annonce "adopter une approche plus pragmatique, proportionnée et réaliste pour atteindre la neutralité carbone, qui allège le fardeau sur les travailleurs" en reculant sur de nombreuses mesures écologiques.



En mars 2023, le Mouvement agriculteur-citoyen (BBB) devient la première force politique au Sénat néerlandais en portant notamment l'opposition du monde rural et agricole au « plan azote » (réduction de 50% des émissions d'ici 2030).



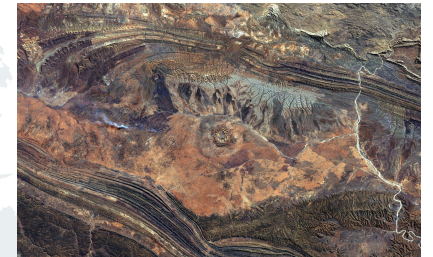
En mai 2023, le président français Emmanuel Macron appelle à « une pause réglementaire européenne » en matière de contraintes environnementales, afin que le poids des normes ne ralentissent pas les économies européennes.



Durant la COP 28, l'Inde, qui s'est dit favorable à un triplement des énergies renouvelables d'ici 2030, a refusé de se joindre aux 116 nations pour ratifier un accord en raison des restrictions sur le charbon. appelant à "l'arrêt progressif de la production d'électricité à partir du charbon".



En novembre 2023, Javier Milei est élu président de la République en Argentine, en affirmant notamment que « le réchauffement climatique est un mensonge ».



Alors que le gouvernement australien travailliste d'Anthony Albanese évoquait des objectifs climatiques ambitieux, le pays continue de soutenir largement l'industrie du charbon et des énergies fossiles. D'après l'ONG Australian Conservation Foundation, pas moins de "16 projets fossiles ont été approuvés ou ont bénéficié d'une forme de soutien" depuis l'arrivée du gouvernement en 2022.

L'inaction toujours estimée plus coûteuse que l'action écologique



Malgré une opinion en recul depuis 2022 (-5), près de 6 Ivoiriens sur 10 sont encore convaincus que l'inaction leur coûtera plus cher que l'action écologique (les négateurs du dérèglement climatique, nombreux en Côte d'Ivoire, sont eux-mêmes 49% à établir ce ratio coûts / bénéfices de l'action écologique). Le pays s'installe dans la moyenne basse au niveau mondial (stable).

Nigéria, Maroc, Asie, Amérique du Sud, Europe du Sud et une grande partie de l'Europe centrale et de l'Est sont les régions du monde les plus catégoriques (>60%). L'arbitrage est plus prudent aux USA, en Australie, en République tchèque et aux Pays-Bas (entre 52% et 57%), mais demeure **partout majoritairement en faveur de l'action**.

59%  -5  66%

sont **certains** que

les **coûts des conséquences**
du **dérèglement climatique et des pollutions**
vont être **plus importants que** les
investissements nécessaires à la
transformation écologique

♂ 64% (+10 vs 54% femmes)

🏙️ 64% Zone urbaine (+10 vs 54% zone rurale)

👤 65% Populations aisées (+7 vs 58% populations modestes)

☀️ 66% Climato-convaincus (+17 vs 49% climato-sceptiques)

Question : Les experts affirment que les coûts causés par les dégâts liés au dérèglement climatique et aux pollutions vont être plus importants que les investissements nécessaires à la transformation écologique de nos sociétés. Vous personnellement, estimez-vous que cette information est vraie ou fausse ?

La gravité du danger sanitaire est devenue certitude et l'explosion de la pauvreté une menace crédible



77%  75%

sont **certains** que

« le **changement climatique** est **la plus grande menace sanitaire** à laquelle l'humanité est confrontée »

Organisation Mondiale de la Santé, 2021

♂ **81%** (+7 vs 74% femmes)

🏠 **82% Zone urbaine** (+9 vs 73% zone rurale)

👤 **88% 46 ans et +** (+19 vs 69% 18-25 ans)



66%  74%

sont **convaincus** que

« le **changement climatique** est une **menace aiguë pour les plus pauvres** à travers le monde, avec le pouvoir de **replonger plus de 130 millions de personnes dans la pauvreté d'ici 2030** »

Banque Mondiale, 2023

♂ **70%** (+8 vs 62% femmes)

🏠 **71% Zone urbaine** (+10 vs 61% zone rurale)

Question : Dans un rapport publié en 2021, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) affirme que le changement climatique est la plus grande menace sanitaire à laquelle l'humanité est confrontée. Pensez-vous que cette information est vraie ou fausse ?

La Banque Mondiale affirme que « le changement climatique est une menace aiguë pour les personnes les plus pauvres à travers le monde, avec le pouvoir de replonger plus de 130 millions de personnes dans la pauvreté d'ici 2030 ». Pensez-vous que cette information est vraie ou fausse ?



Alors, on fait quoi ?



Protéger la santé et la qualité de vie pour donner envie d'écologie

En Côte d'Ivoire, comme dans toutes les régions du monde, une écologie désirable est une écologie qui protège : en zones rurales comme en zones urbaines, quels que soient le genre, la génération et le niveau de revenus, protéger la santé et la qualité de vie et contribuer à la sécurité alimentaire et à l'indépendance énergétique des communautés humaines donne envie d'agir et de consentir aux surcoûts et changements de comportements induits par la plupart des actions écologiques, qu'elles visent à protéger les ressources, décarboner ou dépolluer.

La protection du pouvoir d'achat est un levier du consentement au changement pour 70% des Ivoiriens, mais dans toutes les catégories de population la perspective d'une récompense financière pour l'encourager est significativement moins mobilisateur que le bénéfice sanitaire et l'autonomie du pays.

ÇA ME DONNE VRAIMENT ENVIE DE LE FAIRE



Question : La transformation écologique peut nous amener à changer certaines de nos habitudes, parfois bousculer nos façons de vivre ou nous coûter un peu plus cher. Qu'est-ce qui vous donnerait envie, qu'est-ce qui vous rendrait plus facile ces changements ou justifierait ces surcoûts ?



Résultats concrets, action collective et expliquée, et fierté nationale pour encourager le changement

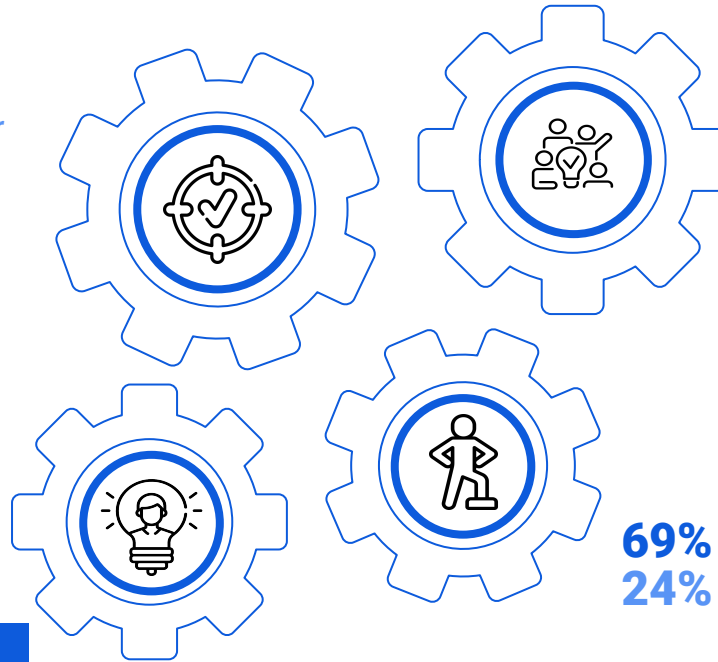
Voir rapidement des résultats, des effets positifs

72% 61%
22% 32%

Ça me donne vraiment envie de le faire
Ça peut aider, mais ce n'est pas ce qui me fera changer

79% 46 ans et + (+16 vs 63% 18-25 ans)

75% Zone urbaine (+7 vs 68% zone rurale)



75% 57%
19% 35%

Sentir que **tout le monde s'y met**, qu'il y a un mouvement collectif

62% 48%
32% 42%

Comprendre pourquoi il faut renoncer à certaines choses

69% 48%
24% 39%

Le fait que **mon pays soit à la pointe** de la transition écologique, **être fier de mon pays**, donner l'exemple aux autres pays du monde

Question : La transformation écologique peut nous amener à changer certaines de nos habitudes, parfois bousculer nos façons de vivre ou nous coûter un peu plus cher. Qu'est-ce qui vous donnerait envie, qu'est-ce qui vous rendrait plus facile ces changements ou justifierait ces surcoûts ?



Un engagement conjoint pour trouver et mettre en œuvre les solutions



L'obtention de résultats concrets au bénéfice de la santé et de la qualité de vie est jugée dépendante de la capacité des acteurs à travailler ensemble, chacun disposant d'un devoir d'action propre à ses moyens et à ses responsabilités.

L'Etat et les instances mondiales sont les acteurs de la planification, avec un rôle d'impulsion et d'encadrement par la norme et la réglementation, incitatives ou contraignantes.

Les Ivoiriens n'ont ni hésitation ni réticence à accorder un rôle essentiel à la responsabilité individuelle. Malgré la tentation du fatalisme et le déni climatique et les stratégies de passager clandestin, la plupart sont conscients que la transition écologique ne se fera pas sans eux.

Les collectivités locales sont les architectes du territoire, en première ligne en matière de prévention, d'adaptation et de réponses aux risques.

Enfin, les entreprises sont les acteurs de l'innovation et de la mise en œuvre des solutions.

Les collectivités locales

92% dont 52%

73% 46 ans et + (+29 vs 44% 18-25 ans)
68% Zone urbaine (+21 vs 47% zone rurale)

Les instances mondiales

(ONU, G20, OMS, etc.)

91% dont 61%

78% 46 ans et + (+18 vs 60% 18-25 ans)
70% Zone urbaine (+11 vs 59% zone rurale)

Les Etats

93% dont 70% indispensable

89% 46 ans et + (+29 vs 60% 18-25 ans)
81% Zone urbaine (+16 vs 65% zone rurale)

Les individus

93% dont 57%

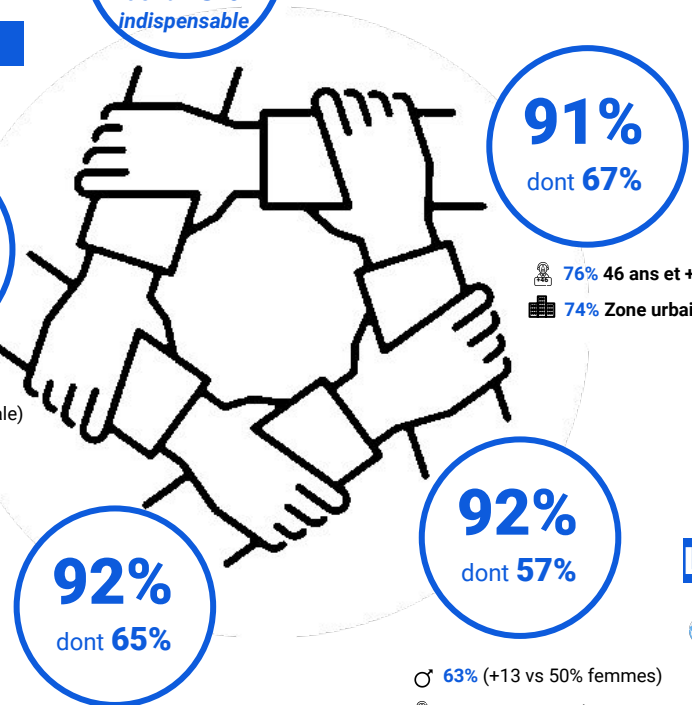
91%
dont 67%

76% 46 ans et + (+13 vs 63% 18-25 ans)
74% Zone urbaine (+13 vs 61% zone rurale)

Les entreprises

93% dont 60%

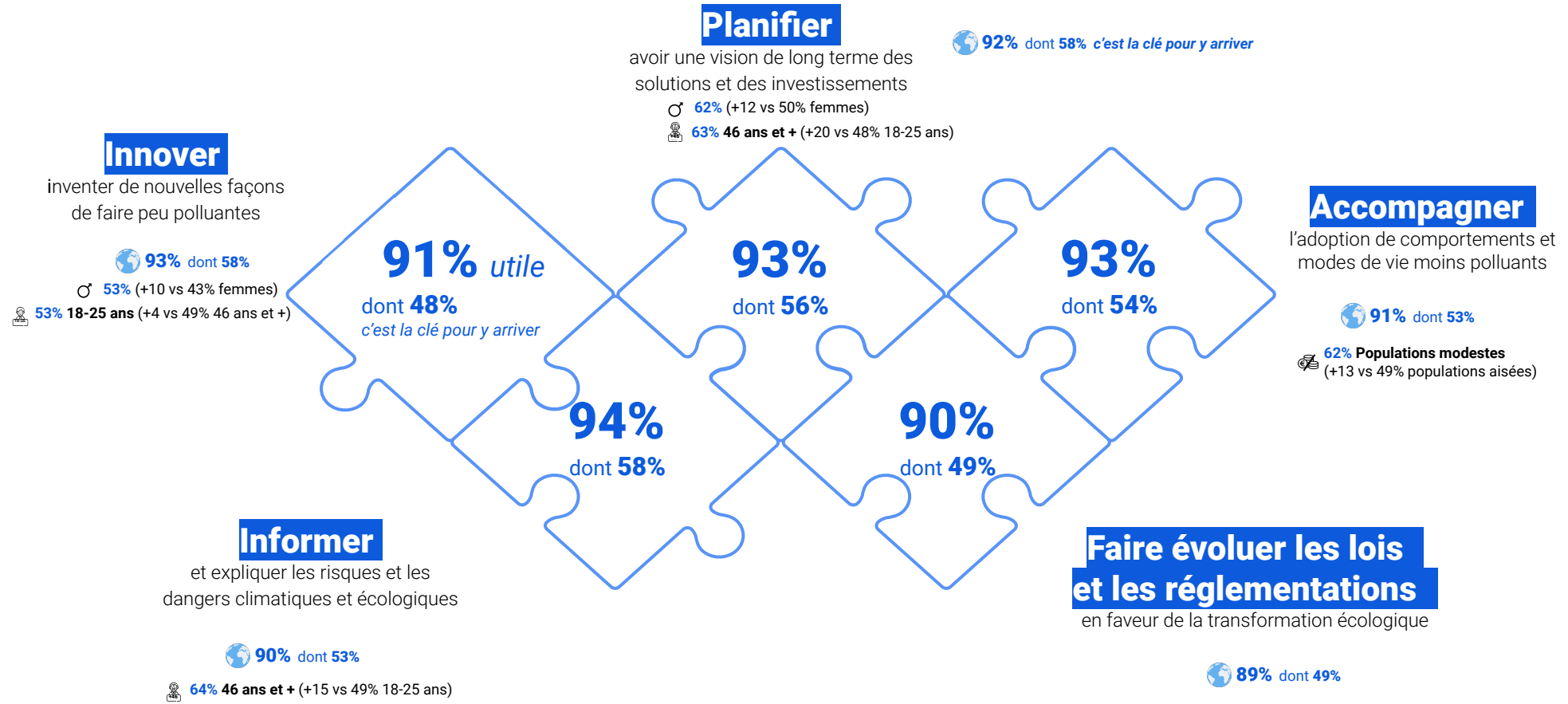
63% (+13 vs 50% femmes)
76% 46 ans et + (+30 vs 46% 18-25 ans)
64% Zone urbaine (+15 vs 49% zone rurale)



Question : Pour trouver et mettre en œuvre des solutions concrètes et efficaces pour faire la transformation écologique, dans quelle mesure a-t-on besoin de chacun des acteurs suivants ?



Informer, programmer, accompagner, inventer et “normer” pour réussir la transition



Question : De votre point de vue, qu'est-ce qui compte pour réussir la transformation écologique dans votre pays (réduire les émissions de gaz à effet de serre, les pollutions et protéger les ressources naturelles et la biodiversité) ?



Conjuguer technologie et sobriété pour limiter le dérèglement climatique et réduire les pollutions

Si les adeptes de la seule réponse technologique sont plus nombreux qu'il y a 18 mois dans la plupart des pays du monde (+3 en tendance mondiale, +5 en Côte d'Ivoire), 1 habitant du monde sur 2 partage toujours la conviction qu'il faut conjuguer sobriété et technologies pour limiter le dérèglement climatique et réduire les pollutions. Dans 23 des 26 pays du Baromètre, une majorité (a minima relative) comprise entre 43% et 69% s'accorde toujours sur la complémentarité des moyens. En Côte d'Ivoire, le recul de 7 points du mix sobriété / technologie profite également à la voie de la sobriété (+2).

Résidents des Emirats arabes unis, d'Arabie saoudite et Marocains font exception. Le débat divise EAU, Arabie saoudite et Maroc en 3 groupes de taille équivalente.

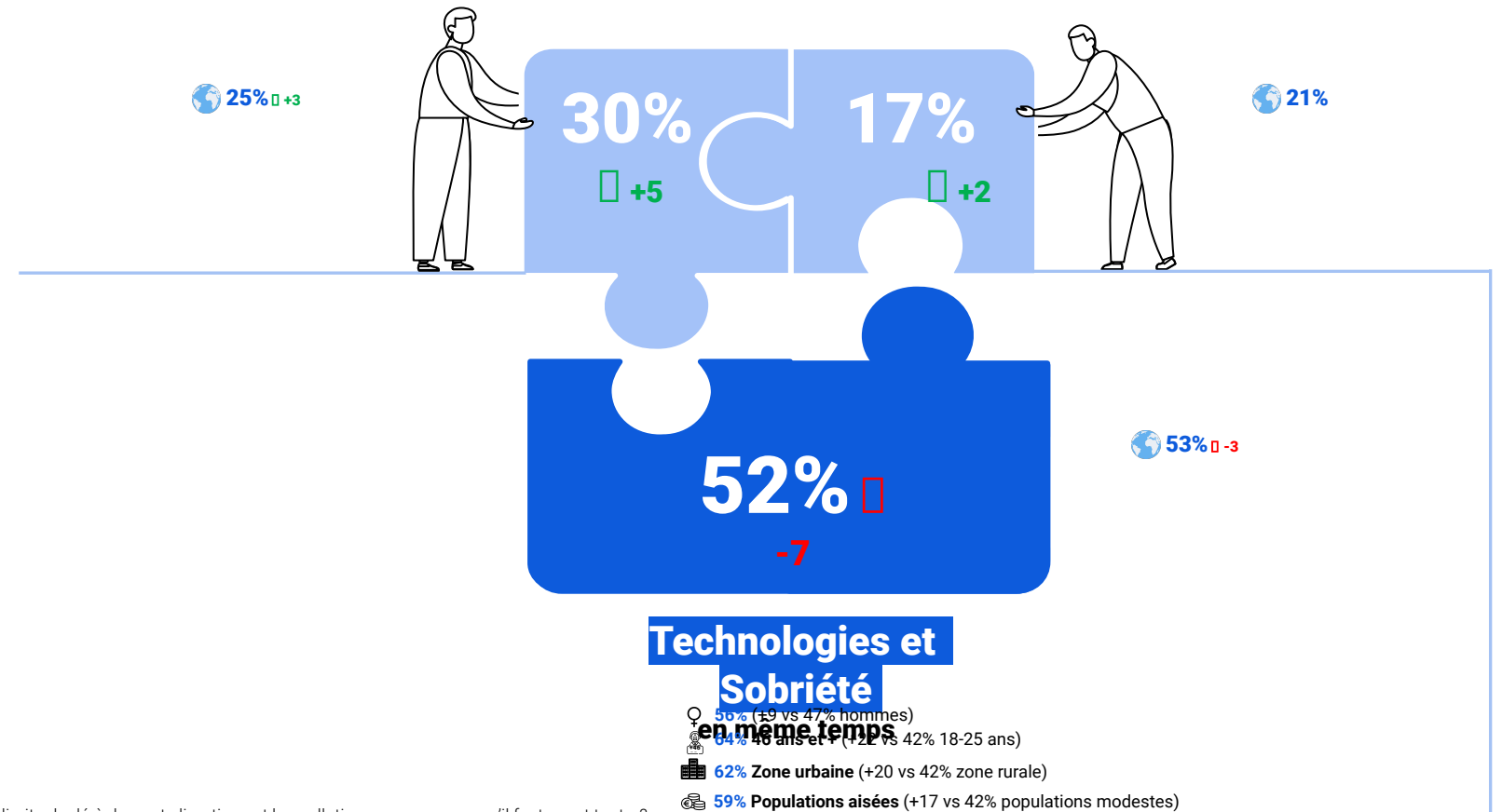
Avant tout
METTRE EN PLACE
des solutions technologiques

♂ 34% (+6 vs 28% femmes)

👤 38% Populations modestes (+11 vs 27% populations aisées)

Avant tout
RÉDUIRE considérablement
nos consommations,
vivre plus sobrement

👤 23% 18-25 ans (+10 vs 13% 46 ans et +)



Question : De manière générale, quand vous pensez aux changements à mettre en œuvre pour limiter le dérèglement climatique et les pollutions, vous pensez qu'il faut avant tout... ?

Et faire de la santé et des risques écologiques les clés de la décision locale pour l'eau, les déchets et l'énergie

Les Ivoiriens estiment majoritairement que les décisions sur la gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie doivent **tenir compte de la santé et des risques écologiques** à chaque fois qu'elles exigent un arbitrage (investissement, choix de technologie), **au moins autant que du prix final pour le consommateur**.

A l'exception de la République tchèque, protection de la santé et des ressources sont partout jugées essentielles par une part plus importante de la population que ne l'est le prix final ; les habitants avec les revenus les plus modestes établissent le même arbitrage, en hiérarchie comme en niveau de %.



Protection de la santé

96% dont **81% essentiel**

79%

♀ **86%** (+11 vs 75% hommes)

👤 **92%** **46 ans et +** (+23 vs 69% 18-25 ans)



Prise en compte des risques écologiques

94% dont **68% essentiel**

67%

♀ **72%** (+7 vs 65% hommes)

👤 **80%** **46 ans et +** (+21 vs 59% 18-25 ans)



Prix final pour le consommateur

93% dont **59% essentiel**

58%

Question : Pour prendre des décisions sur la gestion de l'eau, des déchets ou de l'énergie là où vous vivez, vos élus locaux / vos responsables locaux doivent-ils tenir compte de ... ?



**Décarboner, dépolluer,
et régénérer nos ressources**

Micropolluants et pollutions des sols : inadmissibles, les risques sanitaires motivent l'acceptabilité d'un surcoût, au-delà des clivages socio-économiques

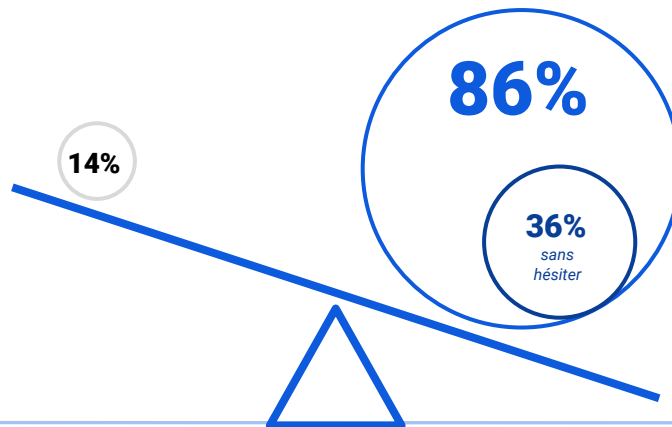
Payer plus cher l'eau pour **éliminer les micropolluants** et réduire les risques pour la santé

PAS PRÊT
Privilégie le prix final pour le consommateur

16%

PRÊT
Arbitre en faveur de l'élimination des micropolluants

84%



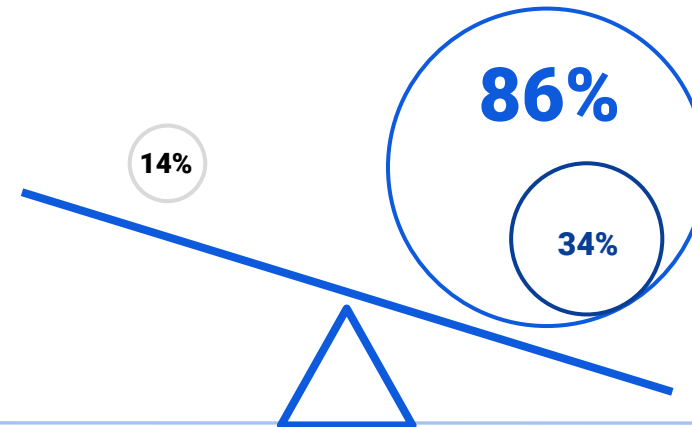
Payer plus cher les fruits, légumes et viandes pour **dépolluer, préserver les sols agricoles** et réduire les risques pour la santé

PAS PRÊT
Privilégie le prix final pour le consommateur

19%

PRÊT
Arbitre en faveur de la dépollution, préservation des sols agricoles

81%



REUT et recyclé : préservation des ressources, pollutions évitées et co-bénéfices économiques motivent l'acceptabilité sociale d'une évolution des comportements

Acheter des **aliments emballés à partir de matières recyclées** (papier ou plastique recyclés) pour réduire la pollution plastique et l'extraction de pétrole

PAS PRÊT

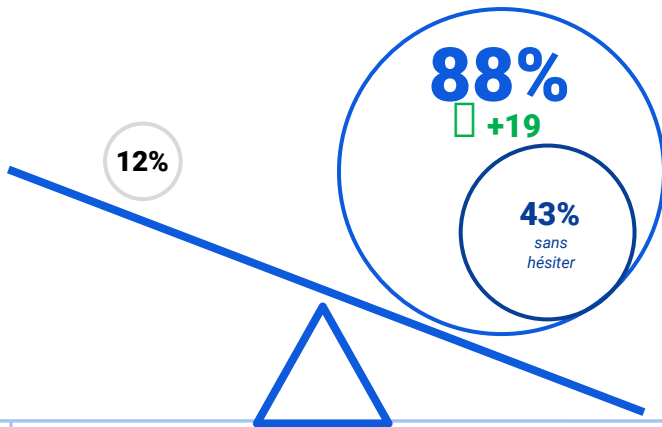
Privilégie les emballages sans matière recyclée

12%

PRÊT

Arbitre en faveur des emballages à partir de matières recyclées

88% +8



Prêts : 90% Zone urbaine (+15 vs 85% zone rurale)

Pas prêts : 17% 18-25 ans (+9 vs 8% 46 ans et +)

Manger des aliments issus d'une **agriculture qui utilise de l'eau recyclée** pour réduire les risques de manquer d'eau pour la consommation, l'agriculture et l'économie du pays

PAS PRÊT

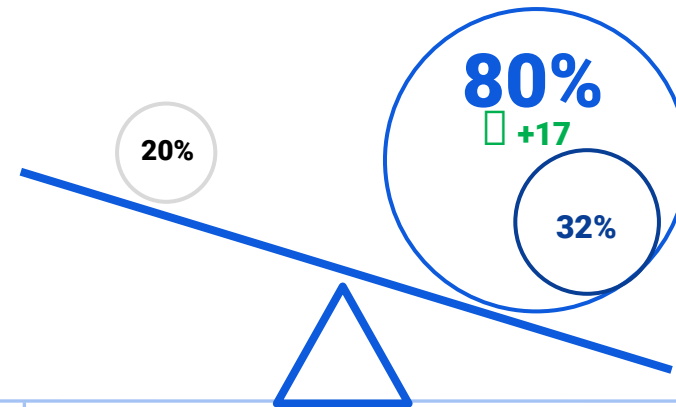
Réticent à consommer des aliments cultivés avec de l'eau issue de la REUT

21%

PRÊT

Arbitre en faveur d'une agriculture qui utilise de l'eau recyclée (REUT)

79% +10



Prêts : 83% Zone urbaine (+7 vs 76% zone rurale)

Pas prêts : 24% (+8 vs 16% hommes)

Boire de **l'eau potable issue du recyclage des eaux usées** pour réduire les risques de manquer d'eau pour la consommation, l'agriculture et l'économie du pays

PAS PRÊT

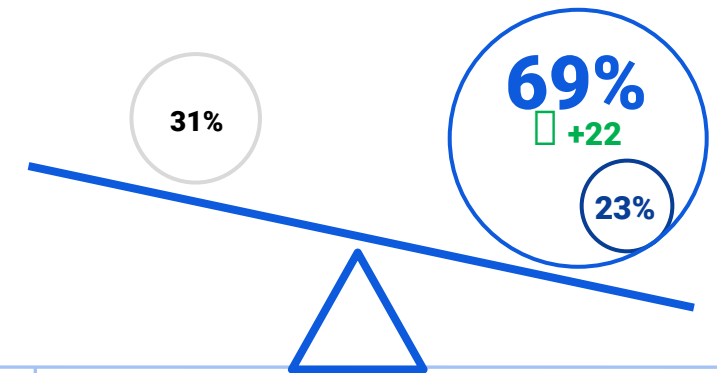
Réticent à boire de l'eau issue de la REUT

34%

PRÊT

Arbitre en faveur de la consommation d'eau potable issue de la REUT

66% +13



Pas prêts : 40% (+17 vs 23% hommes)

REUT, recyclage des EEE et des plastiques : le coût de l'action est justifié par le gain économique, géopolitique et écologique

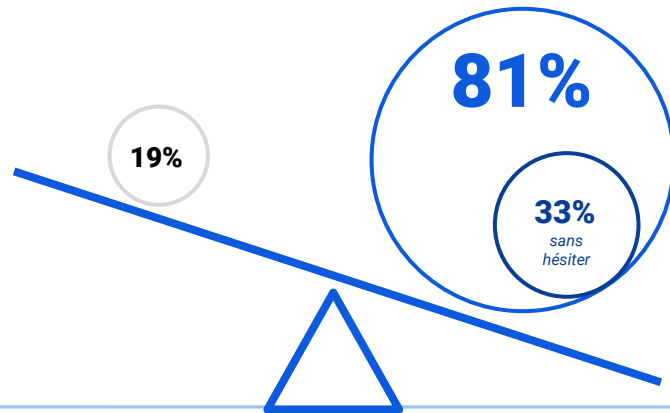
Payer un peu plus cher maintenant l'eau pour qu'elle soit recyclée et réduire les risques d'en manquer pour la consommation, l'agriculture et l'économie du pays

PAS PRÊT
 Privilégie le prix final pour le consommateur

18%

PRÊT
 Arbitre en faveur du recyclage de l'eau

82%



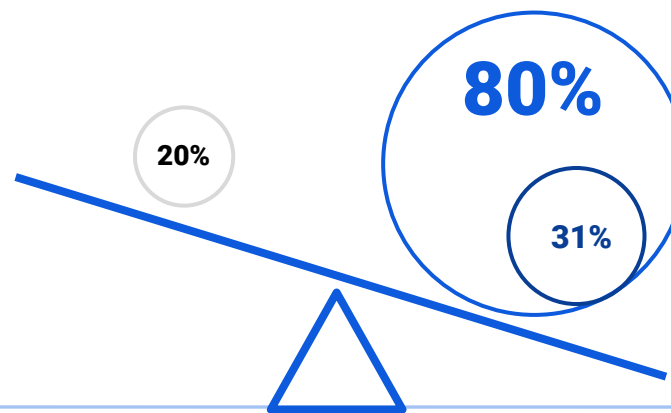
Payer un peu plus cher les produits du quotidien contenant du plastique ou emballés avec du plastique pour être sûr qu'ils soient recyclés et réduire la pollution plastique et limiter l'extraction de pétrole

PAS PRÊT
 Privilégie le prix final pour le consommateur

22%

PRÊT
 Arbitre en faveur du recyclage du plastique

78%



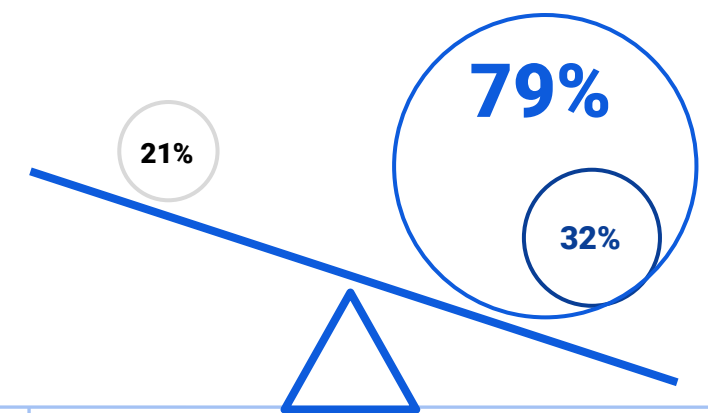
Payer un peu plus cher les appareils électriques, électroniques pour être sûr que la batterie et l'appareil seront recyclés, et limiter la pollution liée à l'extraction des métaux rares et réduire la dépendance aux pays producteurs de ces métaux

PAS PRÊT
 Privilégie le prix final pour le consommateur

20%

PRÊT
 Arbitre en faveur du recyclage des EEE et des batteries

80%



♀ Pas prêtes : 26% (+9 vs 17% hommes)

Energie locale peu carbonée : sécurité de l'approvisionnement local, réduction des GES et de la dépendance énergétique nationale motivent l'acceptabilité du surcoût

Payer un peu plus cher l'énergie pour qu'elle soit produite localement et à partir de déchets non recyclables et de biomasse...

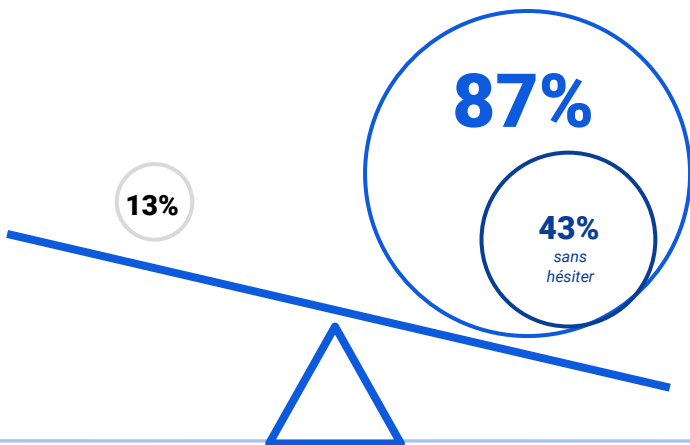
Pour sécuriser l'approvisionnement du territoire en énergie

PAS PRÊT
 Privilégie le prix final pour le consommateur

18%

PRÊT
 Arbitre en faveur d'une énergie produite localement à partir de déchets non recyclables

82%



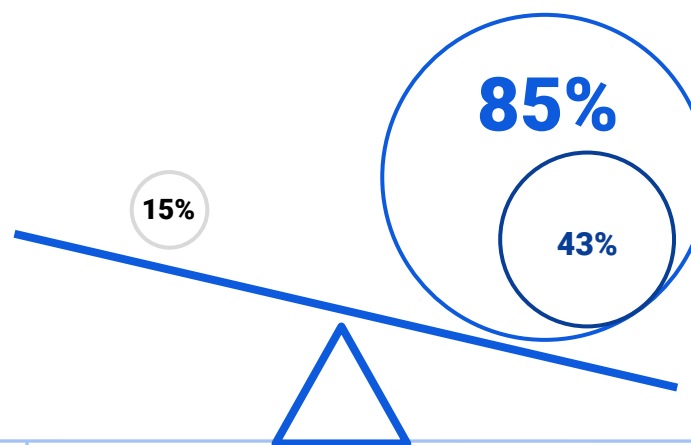
Pour réduire les émissions de CO2

PAS PRÊT
 Privilégie le prix final pour le consommateur

20%

PRÊT
 Arbitre en faveur d'une énergie produite localement à partir de déchets non recyclables

80%



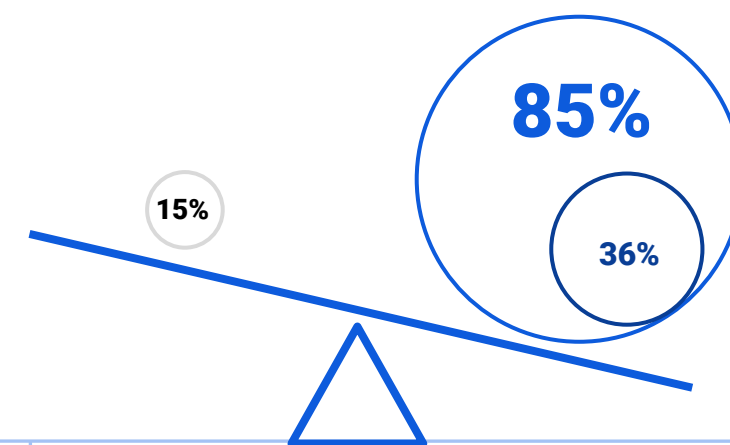
Pour réduire la dépendance aux pays producteurs d'énergie fossile

PAS PRÊT
 Privilégie le prix final pour le consommateur

21%

PRÊT
 Arbitre en faveur d'une énergie produite localement à partir de déchets non recyclables

79%

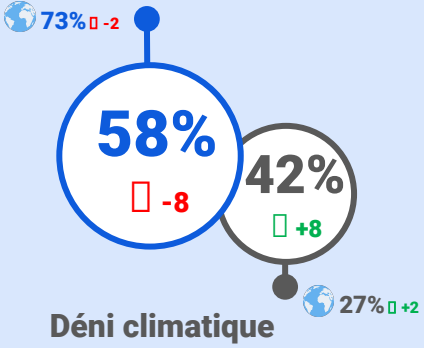


Prêts : 88% Zone urbaine (+7 vs 81% zone rurale)

Prêts : 91% Populations aisées (+6 vs 85% populations modestes)

Côte d'Ivoire – Chiffres clés

Dérèglement climatique d'origine anthropique



VULNÉRABILITÉ ÉCOLOGIQUE ET CLIMATIQUE



MAIS UNE TRANSITION PERÇUE SANS HORIZON



L'AVENIR DANS L'ACTION



les **coûts des conséquences du dérèglement climatique et des pollutions vont être plus importants que les investissements nécessaires à la transformation écologique**



« **le changement climatique est la plus grande menace sanitaire à laquelle l'humanité est confrontée** »

Organisation Mondiale de la Santé, 2021



sont certains que « **le changement climatique est une menace aiguë pour les plus pauvres à travers le monde, avec le pouvoir de replonger plus de 130 millions de personnes dans la pauvreté d'ici 2030** »

Banque Mondiale, 2023

DONNER ENVIE D'ÉCOLOGIE

Être certain que ça contribue à protéger ou améliorer ma santé et celle de mes proches	81%	67%
Être certain que ça contribue à protéger ou améliorer ma qualité de vie	77%	64%
Être certain que c'est utile pour assurer l'autonomie alimentaire de mon pays	77%	63%
Être certain que c'est utile pour assurer l'autonomie énergétique de mon pays	70%	60%

DÉCARBONER, DÉPOLLUER ET RÉGÉNÉRER NOS RESSOURCES

PRÊT

Acheter des aliments emballés à partir de matières recyclées (papier ou plastique recyclés) pour réduire la pollution plastique et l'extraction du pétrole	88%	88%
Payer un peu plus cher l'énergie pour qu'elle soit produite localement et à partir de déchets non recyclables et de biomasse pour <u>sécuriser l'approvisionnement du territoire en énergie</u>	87%	82%
Payer plus cher l'eau pour éliminer les micropolluants et réduire les risques pour la santé	86%	84%
Payer plus cher les fruits, légumes et viandes pour <u>dépolluer, préserver les sols agricoles et réduire les risques pour la santé</u>	86%	81%
Payer un peu plus cher l'énergie pour qu'elle soit produite localement et à partir de déchets non recyclables et de biomasse pour <u>réduire les émissions de CO2</u>	85%	80%
Payer un peu plus cher l'énergie pour qu'elle soit produite localement et à partir de déchets non recyclables et de biomasse pour <u>réduire la dépendance aux pays producteurs d'énergie fossile</u>	85%	79%
Payer un peu plus cher maintenant l'eau pour qu'elle soit <u>recyclée</u> et réduire les risques d'en manquer pour la consommation, l'agriculture et l'économie du pays	81%	82%
Manger des aliments issus d'une <u>agriculture qui utilise de l'eau recyclée</u> pour réduire les risques de manquer d'eau pour la consommation, l'agriculture et l'économie du pays	80%	79%
Payer un peu plus cher les produits du quotidien contenant du plastique ou emballés avec du plastique pour être sûr qu'ils soient recyclés et réduire la pollution plastique et limiter l'extraction de pétrole	80%	78%
Payer un peu plus cher les appareils électriques, électroniques pour être sûr que la <u>batterie et l'appareil seront recyclés</u> , limiter la pollution liée à l'extraction des métaux rares et réduire la dépendance aux pays producteurs	79%	80%
Boire de l'eau potable issue du <u>recyclage des eaux usées</u> pour réduire les risques de manquer d'eau pour la consommation, l'agriculture et l'économie du pays	69%	66%

CRITÈRES DE DÉCISION DE L'ACTION ÉCOLOGIQUE



Protection de la santé



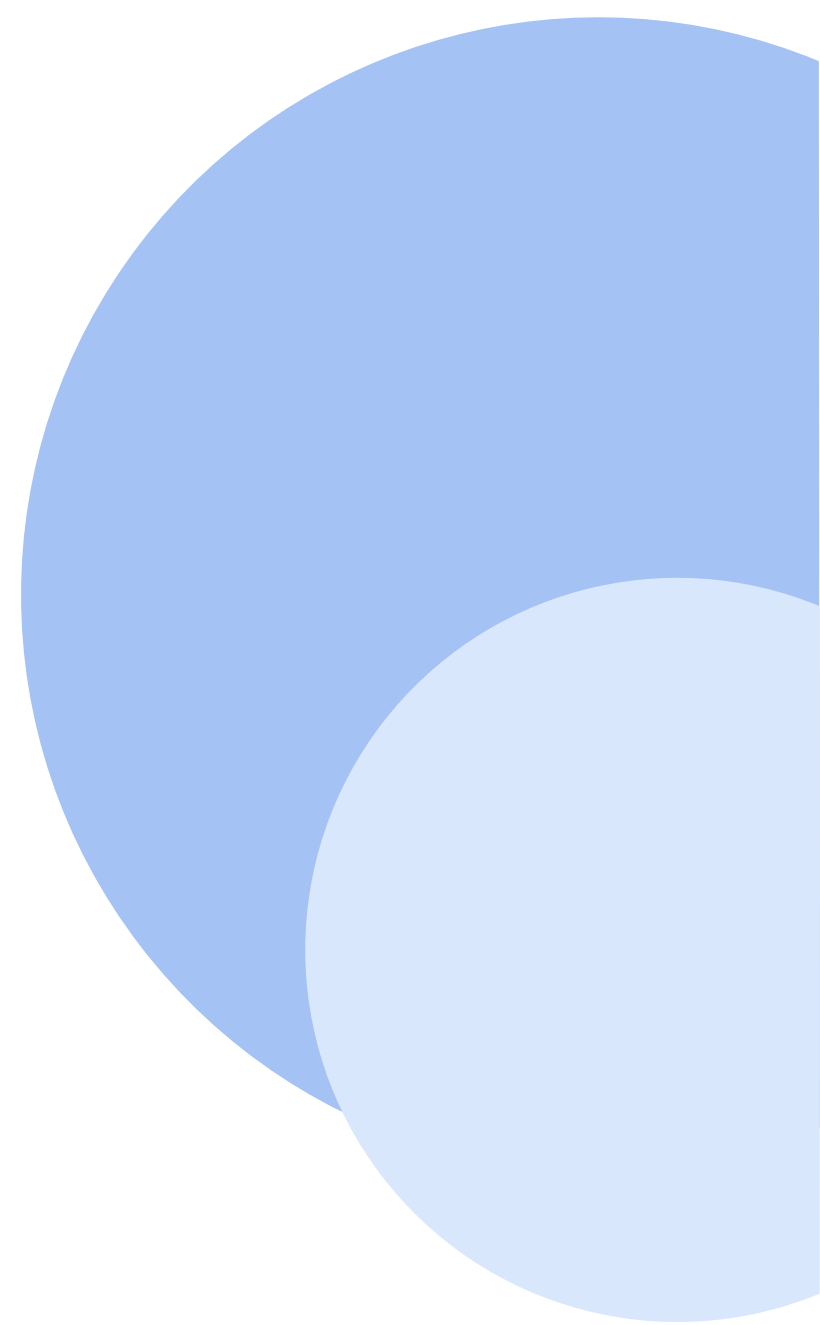
Prise en compte des risques écologiques



Prix final pour le consommateur



ANNEXES



PARTIE A : Diagnostic

Existence du dérèglement climatique

Vous personnellement, diriez-vous qu'il y a un dérèglement climatique en cours sur notre planète ?

1. Oui, il y a un dérèglement climatique en cours
2. Non, il ne se passe rien de particulier

Responsabilité humaine du dérèglement climatique

Pensez-vous que l'activité humaine est responsable ou pas du dérèglement climatique ?

1. Oui, le dérèglement est principalement dû à l'activité humaine
2. Non, le dérèglement est principalement dû à un phénomène naturel
3. On ne peut pas savoir

Peurs/craintes des conséquences du dérèglement climatique

Quand vous pensez aux risques liés au dérèglement climatique et aux pollutions (eau, air, sols), avez-vous le sentiment...

- d'y être **personnellement exposé**, vous sentez-vous vulnérable ?

1. Le risque de tomber malade à cause des pollutions (eau, air, sols)
2. Le risque de dégâts matériels causés par les catastrophes naturelles (impact des inondations, des sécheresses et des événements climatiques violents sur les bâtiments et les infrastructures comme les routes, les réseaux de gaz et d'électricité, alimentation en eau, etc.)
3. Le risque d'avoir des conditions de vie de plus en plus rudes (températures extrêmes, limitation de la consommation d'eau pour certains usages en cas de sécheresse, disparition ou dégradation de la qualité de certains aliments, etc.)
4. Le risque d'être en moins bonne santé à cause de la baisse de qualité nutritionnelle des aliments
5. Le risque d'avoir des problèmes de santé mentale (stress, dépression, anxiété)

- **que votre pays y est exposé, y est vulnérable ?**

6. La dégradation de l'écosystème, de la biodiversité dans mon pays (disparition des animaux, de la flore, etc.)
7. Les mouvements migratoires provoqués par les pollutions (eau, air, sols) et les conséquences du dérèglement climatique (sécheresse, famine, montée des eaux, etc.)
8. L'augmentation du risque de maladies infectieuses (transmises par les moustiques, insectes, animaux)
9. Le risque de manquer de nourriture et d'avoir une nourriture de mauvaise qualité
10. Le risque de raréfaction et d'épuisement des ressources (manque d'eau potable, de sols sains pour l'agriculture, etc.)

Conscience du risque de pauvreté/impact sur le niveau de vie à l'échelle mondiale

La Banque Mondiale affirme que « **le changement climatique est une menace aiguë pour les personnes les plus pauvres à travers le monde, avec le pouvoir de replonger plus de 130 millions de personnes dans la pauvreté d'ici 2030** ». Pensez-vous que cette information est vraie ou fausse ?

1. Je suis sûr que c'est vrai
2. Je pense que c'est vrai
3. Je pense que c'est faux
4. Je suis sûr que c'est faux
5. Je ne sais pas si c'est vrai ou faux

Changement climatique, plus grande menace pour la santé

Dans un rapport publié en 2021, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) affirme que **le changement climatique est la plus grande menace sanitaire à laquelle l'humanité est confrontée**.

Pensez-vous que cette information est vraie ou fausse ?

1. Je suis sûr que c'est vrai
2. Je pense que c'est vrai
3. Je pense que c'est faux
4. Je suis sûr que c'est faux
5. Je ne sais pas si c'est vrai ou faux

Avenir climatique et écologique entre nos mains

Et pensez-vous que nous avons encore l'avenir entre nos mains, encore la possibilité de limiter le dérèglement climatique et les pollutions ou que c'est trop tard ?

1. Oui, je suis certain qu'on a encore l'avenir entre nos mains
2. J'ai un doute
3. Non, c'est trop tard, nous n'avons plus notre avenir entre nos mains

Rôle de la technologie

De manière générale, quand vous pensez aux changements à mettre en œuvre pour limiter le dérèglement climatique et les pollutions, vous pensez qu'il faut avant tout... ?

1. Réduire considérablement nos consommations, vivre plus sobrement (énergie, alimentation, déplacement, etc.)
2. Mettre en place et inventer les technologies qui permettent de compenser et réduire les pollutions et les conséquences du dérèglement climatique
3. Les deux en même temps : changer profondément nos manières de vivre et vivre plus sobrement, et en même temps mettre en place les technologies pour compenser et réduire les conséquences des pollutions et du dérèglement climatique

Nature de l'action

De votre point de vue, qu'est-ce qui compte pour réussir la transformation écologique dans votre pays (réduire les émissions de gaz à effet de serre, les pollutions et protéger les ressources naturelles et la biodiversité) ?

C'est la clé, c'est essentiel pour y arriver / Ça ne fera pas tout, mais c'est utile / Ça ne sert pas à grand-chose

1. Planifier, avoir une vision de long terme des solutions et des investissements en faveur de la transformation écologique
2. Faire évoluer les lois et les réglementations en faveur de la transformation écologique
3. Innover, inventer de nouvelles façons de faire (produire, se déplacer, habiter, se nourrir, ...) peu polluantes, peu émettrices de gaz à effet de serre et peu consommatrices de ressources naturelles
4. Accompagner l'adoption de comportements et modes de vie moins polluants et peu consommateurs de ressources naturelles (incitations ou soutien financier, information, développement de l'offre de produits et services adaptée, sanction, ...)
5. Informé et expliquer à tous les risques et les dangers climatiques et écologiques

PARTIE A : Diagnostic

Acteurs

Pour trouver et mettre en œuvre des solutions concrètes et efficaces pour faire la transformation écologique, dans quelle mesure a-t-on besoin de chacun des acteurs suivants ?

Ces acteurs sont indispensables, on ne peut pas mettre en œuvre la transformation écologique sans eux / Ils ne sont pas indispensables mais ont quand même un rôle à jouer / Ils sont inutiles pour mettre en œuvre la transformation écologique

1. Les instances mondiales (Organisation des Nations Unies, G20, Organisation Mondiale de la Santé, etc.)
2. Les Etats
3. Les collectivités locales
4. Les entreprises
5. Les individus

Coût de l'action/inaction climatique et écologique

Les scientifiques du GIEC affirment que les coûts causés par les dégâts liés au dérèglement climatique et aux pollutions vont être plus importants que les investissements nécessaires à la transformation écologique de nos sociétés.

1. Je suis sûr que c'est vrai
2. Je pense que c'est vrai
3. Je pense que c'est faux
4. Je suis sûr que c'est faux
5. Je ne sais pas si c'est vrai ou faux

Evaluation de l'action par rapport aux risques sanitaires / qualité de vie

De votre point de vue, est-ce que l'action et les investissements en faveur de la transformation écologique dans votre pays sont à la hauteur du risque que les pollutions, le dérèglement climatique et l'épuisement des ressources naturelles font peser sur votre santé et votre qualité de vie ?

1. Tout à fait à la hauteur
2. Plutôt à la hauteur
3. Pas vraiment à la hauteur
4. Pas du tout à la hauteur

PARTIE B : Solutions et

acceptabilité

Le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), organisme créé par l'ONU et regroupant la quasi-totalité des pays du monde à récemment publié un rapport : il affirme que nos modes de vie actuels nous mènent à une augmentation de la température de 3,5 à 5°C à horizon 2100. Pour limiter les effets négatifs du réchauffement climatique, il faudrait limiter l'augmentation des températures de 2°C d'ici à 2030.

Capacité à imaginer le monde transformé

Quand vous entendez qu'il faut changer un certain nombre de choses dans la société et dans nos modes de vie pour limiter le dérèglement climatique et réduire les pollutions, trouvez-vous facile ou difficile d'imaginer à quoi pourrait ressembler la vie quotidienne si nous réalisions la transformation écologique ?

1. Oui, j'imagine assez bien à quoi pourrait ressembler le monde et notre vie quotidienne après la transformation écologique
2. J'ai quelques idées, mais ça reste très flou
3. Non, je ne vois pas vraiment à quoi pourrait ressembler le monde et notre vie quotidienne après la transformation écologique

DEPOLLUER

Les pollutions (air, eau, sols) provoquent chaque année la mort de 9 millions de personnes dans le monde (selon la revue scientifique de référence The Lancet), soit 3 fois plus que les morts cumulés du sida, de la tuberculose et du paludisme. Pour réduire ces pollutions, des solutions existent déjà. Parmi celles-ci :

- Éliminer les micropolluants présents en petite quantité dans l'eau potable, produits toxiques comme les pesticides, herbicides, produits ménagers, solvants, résidus de médicaments
- Dépolluer les sols contaminés par la présence de polluants comme les hydrocarbures ou les métaux lourds (plomb, mercure, cuivre, zinc, etc.)

Nouvel arbitrage coût de l'action à court terme / coût de l'inaction à moyen terme (niveau individuel)

Élimination des micropolluants de l'eau

Certains micropolluants provoquent des cancers, des troubles neurologiques ou comportementaux, et des perturbations endocriniennes (source : Inserm). La mise en œuvre d'un traitement de l'eau pour éliminer ces micropolluants pourrait coûter un peu plus cher. Si cela permet de réduire les risques pour votre santé, êtes-vous prêt à payer un peu plus cher votre eau maintenant pour éliminer les micropolluants ?

1. Oui, sans hésiter
2. Oui, probablement
3. Non, probablement pas
4. Non, certainement pas

Dépollution des sols

La pollution de sols contaminés par des hydrocarbures ou des métaux lourds peut beaucoup réduire le rendement des cultures, voire les rendre totalement inutilisables pour l'agriculture. Dépolluer les sols pourrait coûter un peu plus cher. Si cela permet de réduire les risques pour votre santé, êtes-vous prêt à payer un peu plus cher vos fruits, légumes et viandes pour dépolluer et préserver les sols agricoles ?

1. Oui, sans hésiter
2. Oui, probablement
3. Non, probablement pas
4. Non, certainement pas

PARTIE B : Solutions et acceptabilité

REGENERER

En 2023, le 2 août, l'humanité avait consommé l'ensemble des ressources que la planète est capable de régénérer en un an. Cette date intervient chaque année de plus en plus tôt. L'épuisement des ressources est un risque pour la santé, la qualité de vie et l'économie d'un pays. Elle peut aussi être une source de conflits entre pays. Pour préserver les ressources, des solutions existent déjà. Parmi celles-ci :

- Recycler les eaux usées (eaux domestiques, industrielles et pluviales) pour produire directement de l'eau potable répondant aux normes sanitaires
- Recycler les plastiques
- Recycler les batteries et les équipements électriques et électroniques

Nouvel arbitrage coût de l'action à court terme / coût de l'inaction à moyen terme (niveau individuel)

Réutilisation des eaux usées

Après l'été 2022, l'ONU a déclaré que 40 % de la population mondiale était touchée par la pénurie d'eau. Recycler les eaux usées pour produire directement de l'eau potable répondant aux normes sanitaires pourrait permettre de limiter l'assèchement des nappes phréatiques, et de réduire les pénuries d'eau pour la consommation individuelle, pour l'agriculture et pour l'économie du pays (industries, tourisme). Cela pourrait coûter un peu plus cher.

Si cela permet de réduire les risques de manquer d'eau pour votre consommation, l'agriculture et l'économie de votre pays, êtes-vous prêt à payer un peu plus cher maintenant votre eau pour qu'elle soit recyclée ?

1. Oui, sans hésiter
2. Oui, probablement
3. Non, probablement pas
4. Non, certainement pas

Si cela permet de réduire les risques de manquer d'eau pour votre consommation, l'agriculture et l'économie de votre pays, êtes-vous prêt à manger des aliments issus d'une agriculture qui utilise de l'eau recyclée issue directement des eaux usées traitées ?

1. Oui, sans hésiter
2. Oui, probablement
3. Non, probablement pas
4. Non, certainement pas

Si cela permet de réduire les risques de manquer d'eau pour votre consommation, l'agriculture et l'économie de votre pays, êtes-vous prêt à boire de l'eau potable issue du recyclage des eaux usées ?

1. Oui, sans hésiter
2. Oui, probablement
3. Non, probablement pas
4. Non, certainement pas

Recyclage des plastiques

Recycler les plastiques permet de réduire la pollution plastique et de limiter l'extraction de pétrole (utilisation pour produire du plastique). Cela pourrait coûter un peu plus cher.

Si cela permet de réduire la pollution plastique et limiter l'extraction de pétrole, êtes-vous prêt à payer un peu plus cher vos produits du quotidien contenant du plastique ou emballé avec du plastique pour être sûr qu'ils soient recyclés ?

1. Oui, sans hésiter
2. Oui, probablement
3. Non, probablement pas
4. Non, certainement pas

Il est possible d'emballer les aliments avec du papier ou du plastique recyclé. Si cela permet de réduire la pollution plastique et limiter l'extraction de pétrole, êtes-vous prêt à acheter des aliments emballés à partir de matières recyclées (papier ou plastique recyclé) ?

1. Oui, sans hésiter
2. Oui, probablement
3. Non, probablement pas
4. Non, certainement pas

Recyclage D3E et batteries

Recycler les batteries et les équipements électriques et électroniques permet de récupérer les métaux rares qu'ils contiennent, éléments essentiels pour fabriquer de nombreux produits technologiques. Cela permet aussi de réduire la pollution liée à l'extraction des métaux rares, et de réduire la dépendance aux pays producteurs de ces métaux. Cela pourrait coûter un peu plus cher.

Si cela permet de limiter la pollution liée à l'extraction des métaux rares et de réduire la dépendance aux pays producteurs de ces métaux, êtes-vous prêt à payer un tout petit peu plus cher vos appareils électriques et électroniques pour être sûr que la batterie et l'appareil lui-même seront recyclés ?

1. Oui, sans hésiter
2. Oui, probablement
3. Non, probablement pas
4. Non, certainement pas

DECARBONER

Le GIEC indique que les émissions de gaz à effet de serre (dont le CO2), responsables du réchauffement climatique, ont continué de croître ces dernières années. Pour limiter le réchauffement climatique à 2°C, il faudrait réduire drastiquement ces émissions de gaz à effet de serre. Les impacts climatiques sont notamment l'intensification des catastrophes naturelles (inondations, sécheresse, incendies, canicules, cyclones), la fonte des glaciers et la hausse du niveau de la mer, ce qui a notamment pour conséquence l'augmentation des crises alimentaires et de l'eau, des crises sanitaires, la disparition d'espèces animales et végétales, etc. Pour réduire les émissions de CO2, des solutions existent déjà. Parmi celles-ci :

- Produire localement de l'énergie peu carbonée à partir de l'incinération des déchets non recyclables ou de la biomasse (déchets agricoles, carcasses d'animaux, etc.) du territoire

Nouvel arbitrage coût de l'action à court terme / coût de l'inaction à moyen terme (niveau individuel)

Production d'énergie locale peu carbonée

Lors de la production et de la combustion des énergies, des émissions de dioxyde de carbone (CO2) sont émises. Produire localement de l'énergie à partir de l'incinération des déchets non recyclables ou de la biomasse permet de réduire les émissions de CO2, réduire la dépendance aux pays producteurs d'énergie fossile, et de sécuriser l'approvisionnement de votre territoire en énergie. Produire localement de l'énergie peu carbonée pourrait coûter un peu plus cher.

PARTIE B : Solutions et acceptabilité

Êtes-vous prêt à payer un peu plus cher votre énergie pour qu'elle soit produite localement et à partir de déchets non recyclables et de biomasse, si cela permet de ... ?

Oui, sans hésiter / Oui, probablement / Non, probablement pas / Non, certainement pas

1. Réduire les émissions de CO2 (responsable du réchauffement climatique)
2. Réduire la dépendance aux pays producteurs d'énergie fossile
3. Sécuriser l'approvisionnement de votre territoire en énergie

Éléments de la décision publique

Pour prendre des décisions sur la gestion de l'eau, des déchets ou de l'énergie là où vous vivez, vos élus locaux / vos responsables locaux doivent-ils tenir compte de :

C'est indispensable / C'est important, mais pas indispensable / C'est secondaire

1. La protection de votre santé
2. Les risques écologiques (pression sur les ressources, pollutions, sécheresse, émissions de gaz à effet de serre, etc.)
3. Le prix final pour vous (prix de l'eau potable, de l'énergie, de la gestion des déchets, etc.)

PARTIE C : Désirabilité de l'écologie

Leviers désirabilité

La transformation écologique peut nous amener à changer certaines de nos habitudes, parfois bousculer nos façons de vivre ou nous coûter un peu plus cher. Qu'est-ce qui vous donnerait envie, qu'est-ce qui vous rendrait plus facile ces changements ou justifierait ces surcoûts ?

Ça compte beaucoup, ça peut vraiment me donner envie de le faire / Ça peut aider, mais ce n'est pas ça qui me fera changer / Ça ne compte pas pour moi

1. Être certain que ça contribue à protéger ou améliorer ma santé et celle de mes proches
2. Être certain que ça contribue à protéger ou améliorer ma qualité de vie (protection des paysages que j'aime, moins de catastrophes naturelles, de températures extrêmes, moins de sécheresses, un air plus agréable à respirer, moins de bruit...)
3. Être certain que c'est utile pour assurer l'autonomie énergétique de mon pays et que chacun ait de l'énergie quand il en a besoin
4. Être certain que c'est utile pour assurer l'autonomie alimentaire de mon pays et que chacun ait accès à une alimentation de qualité en quantité suffisante
5. Voir rapidement des résultats, des effets positifs
6. Sentir que tout le monde s'y met, qu'il y a un mouvement collectif
7. Faire des économies
8. Gagner un peu d'argent en contrepartie (« récompense financière »)
9. Le fait que mon pays soit à la pointe de la transition écologique, être fier de mon pays et donner l'exemple aux autres pays du monde
10. Comprendre pourquoi il faut renoncer à certaines choses

TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE :

“sommes-nous (toujours) prêts?”

BAROMÈTRE DE LA TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE – ÉDITION 2024

CÔTE D'IVOIRE 



ELABE